

Questions au Feuilleton

Butroid ou le Centre de planification et d'analyse de la police et de la sécurité ou tout membre du Centre ou toute personne qui y est employée ou y exerce des fonctions remplissent-ils des fonctions, ont-ils des responsabilités ou font-ils du travail quel qu'il soit se rattachant à la formation en cours d'emploi, à l'assurance-chômage, à la mobilité de la main-d'œuvre ou toute autre subvention pouvant s'obtenir par l'entremise du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration ou de la Commission d'assurance-chômage, e) le commandant Butroid exerce-t-il des fonctions et(ou) a-t-il des responsabilités se rattachant au contrôle des immigrants pour des raisons de sécurité et, dans l'affirmative, quelles sont ces fonctions et(ou) responsabilités, f) le Centre de planification et d'analyse de la police et de la sécurité, l'ancien Centre de planification et de recherches sécuritaires, participe-t-il ou a-t-il participé d'une façon quelconque pour des raisons de sécurité, à la sélection de bénéficiaires des subventions allouées dans le cadre du Programme des initiatives locales et, dans l'affirmative, quel est le caractère et l'étendue de cette participation, g) a-t-on obtenu des renseignements d'une façon quelconque de la part des candidats libéraux qui n'ont pas été élus ou des députés libéraux au sujet de l'octroi de subventions dans le cadre du Programme des initiatives locales et, dans l'affirmative, quelle est la nature et l'étendue des renseignements fournis, qui en est chargé et à quelles fins?

19. a) Qui est le colonel R. Diguier du ministère des Approvisionnements et Services, et assume-t-il des fonctions, des responsabilités ou exerce-t-il des activités quelconques se rapportant à des questions de sécurité et, dans l'affirmative, quelle est leur étendue et leur nature, b) le colonel Diguier est-il membre du Comité consultatif de la sécurité, c) le colonel Diguier assume-t-il des fonctions, des responsabilités ou exerce-t-il des activités quelconques relevant du Centre de planification et d'analyse de la police et de la sécurité, l'ancien Centre de planification et de recherches sécuritaires et, dans l'affirmative, quel est leur étendue et leur nature, d) par l'entremise du service de sécurité du colonel Diguier ou de ses activités au sein du Comité consultatif de la sécurité ou d'une façon quelconque, le ministre des Approvisionnements et Services contribue-t-il toujours d'une façon quelconque à établir la loyauté politique de particuliers, de groupes ou de membres de groupes, ou dans quelle mesure ils sont un risque en matière de sécurité?

20. Quelles procédures de sélection sont appliquées sous le rapport de la sécurité pour l'octroi de subventions dans le cadre du programme Perspectives-Jeunesse?

21. Combien d'agents officiels ou clandestins de la GRC, des Forces armées canadiennes et(ou) du ministère du Solliciteur général sont employés au Secrétariat d'État?

22. a) Le Comité interministériel de la sécurité et des renseignements se réunit-il en séances ordinaires et, dans l'affirmative, ses réunions sont-elles périodiques, b) quels sont le nom et le titre du chef du Comité interministériel de la sécurité et des renseignements, c) ledit Comité est-il entièrement responsable de la politique du gouvernement en matière de sécurité (intérieure) et de renseignements (étranger), d) ledit Comité est-il investi d'un pouvoir statutaire ou de tout pouvoir en vertu d'un décret définissant son rôle, ses fonctions et ses responsabilités et, dans l'affirmative, quels sont ces fonctions, ces rôles et ces responsabilités, e) si ledit Comité n'est investi d'aucun pouvoir statutaire ou d'aucun pouvoir en vertu d'un décret, qui lui confère des pouvoirs, et qui ou quel organisme est responsable de son fonctionnement, de ses fonctions et de ses activités, de qui ou de quel organisme ledit Comité relève-t-il, f) quels ministères et organismes gouvernementaux sont représentés au Comité interministériel de la sécurité et des renseignements, g) la CRTC est-elle représentée au sein de ce Comité et, dans l'affirmative, durant la récente grève générale qui a eu lieu au Québec, la CRTC a-t-elle contribué activement à la suppression des nouvelles concernant les problèmes du monde du travail?

23. a) Quels ministères et organismes de l'État sont représentés au Comité consultatif des renseignements, b) M. A. F. Hart, directeur général du Bureau de liaison de sécurité et de renseignements au ministère des Affaires extérieures, est-il le secrétaire du Comité consultatif des renseignements, c) le colonel Bourne, du Centre de planification et d'analyse de la police et de la sécurité est-il membre du Comité consultatif des renseignements?

24. a) Quels ministères et organismes de l'État sont représentés au Comité consultatif de la sécurité, b) outre ceux qui composent le Comité consultatif de la sécurité ou qui sont du nombre de ceux-ci, les personnes suivantes sont-elles membres de ce Comité

(i) M. Robin Bourne, comme président (ii) le lieutenant-général Dare, de la GRC, comme vice-président (iii) M. Arthur Butroid, du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (iv) M. R. Diguier, du ministère des Approvisionnements et Services (v) M. M. Bateman, du ministère de la Défense nationale (vi) M. P. Boisvert, du ministère des Postes (vii) M. D. N. Cassidy, du ministère des Transports (viii) M. R. G. Warren, du ministère des Communications (ix) M. J.-L. L'Heureux du Conseil de recherches pour la défense (x) M. John Carson, de la Commission de la Fonction publique, c) le Centre de planification, de recherches et d'analyse de la police et de la sécurité sert-il de secrétariat à plein temps au Comité consultatif de la sécurité?

25. Le Centre de planification et d'analyse de la police et de la sécurité s'acquitte-t-il de l'une ou l'autre des fonctions et(ou) des responsabilités suivantes (i) rédaction d'exposés de principe (ii) rédaction de recommandations sur la sécurité et les contrôles sécuritaires des employés de l'État (iii) préparation et analyse des travaux de sécurité exécutés sur place par la GRC et le ministère de la Défense nationale?

26. a) Le Comité consultatif de la sécurité a-t-il élaboré une politique concernant la piraterie aérienne, et, dans l'affirmative, quelle est-elle b) le Comité consultatif de la sécurité a-t-il élaboré des plans d'urgence en cas d'insurrection au Québec, c) le Comité consultatif de la sécurité a-t-il élaboré des plans pour mater les syndicats du Québec, d) le Comité consultatif de la sécurité a-t-il songé à établir, ou a-t-il établi, un dispositif (au centre du CRD installé à la baie de Shirley) permettant d'utiliser le réseau téléphonique central d'Ottawa pour surveiller tous les téléphones de la ville, et si tel est le cas, cela a-t-il été fait à l'instigation du colonel Dabros, du Centre de planification et d'analyse de la police et de la sécurité, anciennement le Centre de planification et de recherche sécuritaires?

27. a) Y a-t-il un M. Don Cobb qui est adjoint administratif du Solliciteur général adjoint, et si oui, travaille-t-il avec le colonel Dabros, du Centre de planification et d'analyse de la police et de la sécurité, b) M. Cobb a-t-il été détaché de la GRC, c) M. Cobb coordonne-t-il les enquêtes sécuritaires des programmes Initiatives locales, Perspectives-Jeunesse et Horizons nouveaux, d) M. Cobb est-il autorisé à faire enquêter au sujet d'un projet d'Initiatives locales, Perspectives-Jeunesse ou Horizons nouveaux, e) a-t-on soumis à M. Cobb certaines questions relatives aux programmes d'Initiatives locales, Perspectives-Jeunesse ou Horizons nouveaux avant qu'il ne décide faire enquêter sur certains projets, f) y a-t-il eu des enquêtes sur ces projets qui ont été portées à l'attention des candidats ou des députés libéraux de la région et, si oui, ont-ils été consultés et(ou) leur a-t-on demandé leur avis sur la continuation, l'approbation ou l'arrêt du financement de ces projets, g) M. Cobb était-il chargé du Service de sécurité qui enquêtait sur le FLQ au Québec?

28. La GRC et les services de sécurité des pénitenciers rendent-ils tous deux compte au Solliciteur général et, si oui, le font-ils par l'intermédiaire du Centre de planification et d'analyse de la police et de la sécurité?

29. a) Le Centre de planification et d'analyse de la police et de la sécurité sont-ils divisés en sections et, dans l'affirmative, l'une d'elles est-elle chargée de l'analyse et de l'exploitation des renseignements de sécurité et de police sous la direction du lieutenant-colonel Walter Dabros et une autre est-elle chargée de la protection personnelle sous la direction du sous-inspecteur Patrick Banning de la GRC, b) la section dirigée par le lieutenant-colonel Dabros si tant est qu'elle existe comprend-elle quatre «analystes régionaux», ou quel que soit leur titre, dont Paul Wallace (Ouest), Roch Gaudet (Québec) et(ou) le capitaine Léo Cloutier (Québec) et, dans la négative, quels sont les noms des analystes régionaux et la description du poste occupé par chacun, c) a-t-on essayé de recruter des experts venant des secteurs-clés du travail, des organes d'information, de l'enseignement et, dans l'affirmative, quels ont été les résultats, d) quel est le rôle éventuel de (i) John Roberts du Cabinet du Premier ministre et de (ii) Pierre Gravelle du Cabinet du Premier ministre et de (iii) la Fédération libérale, lorsqu'il s'agit d'approuver des subventions destinées aux projets d'Initiatives locales et quel est le rôle éventuel joué à cet égard par Arthur Butroid du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):

Préambule